

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 137 (1992)
Heft: 4

Artikel: La radicale refonte de la Bundeswehr. 2e partie
Autor: Schütze, Walter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345196>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La radicale refonte de la Bundeswehr. 2

Par Walter Schütze

L'Allemagne et l'OTAN

Si l'alliance reste la base de la politique de défense et de sécurité allemande, elle n'a évidemment plus la place prédominante qu'elle occupait tout au long de la confrontation Est-Ouest, appelée désormais un peu sommairement la guerre froide (cette dernière s'étant terminée en fait vers la fin des années 1960). L'attention se porte vers l'Est, où naissent de nouveaux défis et où les instabilités politiques et économiques s'accroissent. D'après les sondages récents, environ les trois quarts des Allemands approuvent le maintien de leur pays dans l'OTAN, mais dans la partie orientale ce pourcentage tombe à 52%, car l'occupation soviétique y a engendré un fort sentiment antimilitariste.

Encore faut-il savoir de quelle OTAN il s'agira. A Bonn comme dans les autres capitales, on met en avant le rôle politique de l'organisation, en minimisant les aspects militaires, comme en témoigne la question rhétorique posée par M. Egon Bahr: «Où est le front désormais?» Non pas sur l'Elbe, ni sur l'Oder-Neisse, et peut-être pas non plus sur le Boug, c'est-à-dire la frontière occidentale de l'Union Soviétique. On est bien conscient dans tous les milieux de Bonn que l'éclatement de l'empire soviétique et la créa-

tion d'une «zone tampon» qui s'étend des trois pays de l'Europe centrale aux Etats baltes jusqu'à la Biélorussie et l'Ukraine, avec la constitution d'armées nationales, changent à nouveau la donne militaire à l'Est. Dans ces conditions, le «risque résiduel» d'une URSS restée la principale force nucléaire et classique en Europe, contre laquelle il faut se défendre, perd de sa substance.

Pour les médias allemands, les affaires de l'OTAN ne font plus «la une» et la décision du sommet de Londres au début du mois de mai 1990 de mettre fin à la stratégie de défense à l'avant fut considérée comme une simple conséquence de la réunification. Pour ce qui est d'une stratégie en Centre-Europe, on s'en remet à l'aréopage de Bruxelles tout en se concentrant sur la réorganisation de la Bundeswehr. Les experts de tous les partis s'étonnent que le Comité des plans de défense (réunissant les ministres de la Défense des pays participant au système militaire intégré) ait pu, fin mai 1991, adopter une structure de commandement sans avoir auparavant pris une décision sur une nouvelle stratégie d'ensemble. La plupart des commentateurs ont vu dans cette initiative anglo-saxonne un expédient politique visant, par des mesures technico-militaires, à maintenir intacte l'intégration des forces. Le ministre de la Défense a, comme la plupart de ses collègues européens, joué un rôle passif dans cette affaire.

La contribution allemande à la Force de réaction rapide se limitera à des unités aéroportées au sein de la division multinationale que constitueront des contingents néerlandais, belges, etc. Le gros du corps sous commandement britannique sera formé par la division de l'armée du Rhin qui restera en Allemagne, par une autre division en Angleterre et un soutien logistique américain. Les autres unités de la Bundeswehr feront partie, sous le commandement direct d'*AFCENT*, des Forces de défense principales dont les missions restent à définir. Le troisième tiers de ce dispositif sera la Force d'augmentation, essentiellement constituée des forces terrestres et aériennes américaines aux Etats-Unis, qui seraient rappelées en Europe en cas de menace.

Le terme «réaction» et non pas «action» (comme pour la *FAR* française) montre de prime abord que cette force est destinée à intervenir seulement en cas de menace – hypothétique – contre un des membres de l'OTAN en Europe, conformément à l'article 6 du traité de l'Atlantique Nord qui définit le territoire à défendre. A Bonn, dans la coalition comme dans l'opposition, on a fortement insisté sur cet aspect limitatif, car la polémique sur le «out of area» (hors zone OTAN) a laissé des traces profondes et personne ne veut de nouveau être entraîné dans un débat comme celui qui a eu lieu lors de la guerre du Golfe.

Le chancelier, en répondant aux demandes américaines d'engager la Bundeswehr au sein de la coalition anti-Irak dans le Golfe avec l'argument qu'il fallait d'abord changer la Constitution (la loi fondamentale de la RFA), avait, on s'en souvient, déclenché une polémique avec les sociaux-démocrates et les verts, mais aussi avec son partenaire libéral. Il était clair dès le début que la majorité des deux tiers nécessaire pour amender la Constitution dans le sens souhaité par une partie des chrétiens démocrates ne pouvait pas être obtenue, et c'est pourquoi M. Kohl s'est vu reprocher de s'abriter derrière un artifice juridique. Cependant, le chancelier savait fort bien que, selon les sondages, les trois quarts des Allemands refusaient tout engagement militaire en dehors de la zone couverte par l'Alliance atlantique, et il ne faisait que maintenir la position que

Dépenses militaires en Allemagne

Elles seront réduites d'un tiers

Le ministre allemand de la Défense, Gerhard Stoltenberg, a annoncé que l'Allemagne va réduire d'un tiers ses dépenses militaires prévues pour les treize années à venir et allait diminuer une grande partie de ses équipements militaires lourds.

M. Stoltenberg a dit que ces réductions et ces réajustements s'expliquaient par les modifications intervenues en Europe depuis la fin de la guerre froide mais aussi par des questions de contraintes budgétaires.

Après une réunion avec les responsables de la Bundeswehr, le ministre allemand a précisé que les dépenses militaires pour la période de 1993 à 2005 s'établiront à 117 milliards de marks. Cela représente une réduction de 43,7 milliards de marks (soit une baisse d'environ 35%) par rapport aux prévisions initiales. Les crédits budgétaires pour la fabrication d'un nouveau char de combat, de systèmes antimines et pour l'amélioration d'hélicoptères blindés ont été complètement abandonnés. (ap)

Le Démocrate, 6 janvier 1992.

Bonn avait toujours adoptée dans les crises outre-mer.
(...)

Vers une renationalisation de la défense?

Un des buts politiques de la refonte des structures de l'OTAN de mai 1991 fut sans aucun doute de se prémunir contre le prétendu danger d'une renationalisation des armées de l'Alliance, en maintenant sous une forme renouvelée l'intégration des commandements. La question est cependant mal posée, car il ne s'agit pas de la forme mais de la substance, et si aucun des trois partis établis à Bonn ne songe à remettre en cause cette intégration de la Bundeswehr, il est évident que tous les gouvernements de l'OTAN agissent maintenant en fonction de leurs intérêts propres et de leurs préoccupations matérielles, sans attendre que le



En Allemagne de l'Est, le régime a toujours cherché à montrer la puissance de son «armée populaire».



Un témoignage de l'époque de la guerre froide: les manœuvres «Rhein 84» destinées à tester la collaboration entre la Bundeswehr, les forces américaines et françaises. Des chars de combat M-60 effectuent un franchissement, sitôt le pont établi par les sapeurs.

Conseil atlantique prenne une décision. Au début de 1989 encore, l'annonce du retrait du gros des forces belges d'Allemagne avait provoqué un tollé et obligé le ministre de la Défense, M. Coene, d'ajourner cette mesure. La réduction des forces américaines en Europe fut entreprise avant l'achève-

ment de l'unité allemande et donc de l'engagement de limiter les effectifs de la Bundeswehr. Depuis un an, tous les pays membres de l'alliance procèdent d'une façon unilatérale, parallèlement au démontage des armées de l'ex-Pacte de Varsovie, à la fois à un retrait partiel de l'ancienne RFA et à la dimi-

nution de leurs équipements militaires, sans concertation préalable au sein de l'OTAN.

Le cas allemand est cependant assez singulier, car le gros des unités de combat de l'OTAN se trouve dans sa partie occidentale et, bien qu'on évite dans les milieux gouvernementaux d'évoquer publiquement les cas de figures possibles à la fin de la période de transition, on sait qu'avec le départ des derniers soldats soviétiques du sol allemand, on se trouvera devant une situation tout à fait nouvelle. Le SPD, lors de son congrès de Brème fin mai 1991, a réclamé dans sa résolution sur la politique de sécurité qu'avec les Soviétiques partent aussi les forces américaines stationnées en Allemagne. Et que feraient les sociaux-démocrates s'ils devaient revenir au pouvoir lors des prochaines élections fédérales, fin 1994? Seul François Mitterrand a soulevé publiquement la question concernant la volonté des Allemands d'une prolongation ou non de la présence de troupes étrangères sur leur sol.

Le nucléaire banalisé

Au moins un des sujets principaux de discorde intra-atlantique est en train de disparaître, au grand soulagement de la classe politique et de l'opinion publique outre-Rhin. Le retrait total de l'Europe des armes nucléaires à courte portée, basées sur le sol, annoncé par M. Cheney au milieu du mois d'août dernier déjà et confirmé par l'initiative du président Bush d'une diminution unilatérale de l'arsenal atomique, met un terme à la querelle entre

Effectifs de la Bundeswehr en 1988

(tous les chiffres sont arrondis)

Armée de terre	340000
Aviation	110700
Marine	38300
Personnel civil	186000
Soldats professionnels	12,9%
Soldats sous contrat limité dans le temps	41,6%
Astreints	45,5%

les pays dotés de forces nucléaires et les autres, en principe au moins, car le déploiement éventuel des nouveaux vecteurs aéroportés n'a pas été exclu par Washington. La doctrine de la riposte graduée, impliquant l'usage en premier des armes nucléaires tactiques, est bel et bien enterrée, ce qui correspond d'ailleurs à la nouvelle doctri-

ne de l'emploi (stratégie) «en dernier recours», adoptée à Londres en mai 1990, et dont les modalités devraient être définies au prochain sommet de l'OTAN à Rome en novembre. Pour les Allemands, il importe de mettre au même niveau, grâce à la dénucléarisation de tout le pays, les deux parties, occidentale et orientale. Au-delà,

M. Genscher se fait l'avocat ardent de l'élimination de toutes les armes nucléaires du continent européen. A moyen terme, cette évolution très positive aux yeux de l'Allemagne pourrait même restaurer le consensus sur la politique de défense, rompu lors de la grande polémique sur les «euromissiles», au début des années 1980.

Des perspectives incertaines

On dit volontiers à Bonn qu'on se trouve dans une période de transition européenne marquée par des événements imprévus et imprévisibles. Cela est vrai aussi pour l'Alliance atlantique, également pour tous les projets concernant une éventuelle dimension militaire de l'Union politique des Douze de la CEE, au sujet de laquelle les hommes politiques à Bonn restent pourtant assez discrets, sinon franchement sceptiques, donnant comme d'habitude la priorité à leurs rapports avec l'OTAN (courroie de transmission vers les Etats-Unis)².

(...)

Comme pour la reconstruction de l'ex-RDA, les hommes politiques se préoccupent en priorité des problèmes d'ordre intérieur que pose la réforme de la Bundeswehr. Cela commence par le financement des mesures de transformation. Les «dividendes de la paix» seront longs à se matérialiser et les économies qui peuvent être réalisées dans le domaine de la défense resteront modestes. Certes, par rapport à l'exerci-



Le 25 avril 1991, le bataillon de la garde du président de l'Allemagne réunifiée, Richard von Weizsäcker, défile dans le parc du château Bellevue.

²La proposition de MM. Mitterrand et Kohl de créer un corps d'armée franco-allemand comme noyau d'une future armée européenne cadre mal avec cette préférence et n'est pas compatible avec l'intégration de la Bundeswehr dans le système de l'OTAN.



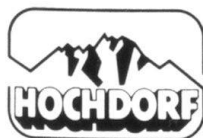
En 1986, une parade militaire à Berlin-Est pour célébrer le trente-septième anniversaire de la fondation de la République démocratique d'Allemagne. A droite, sur la tribune officielle, à côté d'un officier, l'«homme fort» du régime, Erich Honecker...

ce 1990, les dépenses ont été réduites de 62 à 52,5 milliards de marks, mais ce montant comprenait la prise en charge de l'appareil militaire de l'ex-RDA. Pour l'année à venir, le budget de la défense reste pratiquement inchangé (moins 34 millions), tandis que le budget fédéral augmente très fortement, s'élevant à 422,5 milliards de marks. Il est admis pourtant que l'armée doit aussi contribuer aux coûts énormes (155 milliards de marks par an) de remise en état des structures économiques et sociales de la partie orientale. Le ministre des Finances a prévu de diminuer chaque année les dépenses militaires de 1,5 milliard, ce qui est considéré comme tout à fait insuffisant par l'opposition SPD qui réclame, outre l'arrêt de tous les grands programmes d'armement, la réduction des effectifs de la Bundeswehr à 200 000 hommes¹.

(...)

W. S.

¹ Article repris de la revue «Défense nationale».



Héliomalt

avec 12 vitamines
et beaucoup
de matières minérales

donne de la force pour 2